

La voix de l'Opposition de gauche

La stratégie du "choc" tous azimuts.

01.11.2012

Choc des "*civilisations*" (G. Bush), choc de "*compétitivité*" (Parisot, patrons du CAC40), "*chocs*" dans toute la chaîne d'approvisionnement du complexe militaro-industriel...

Paupérisation de la classe moyenne et de la classe ouvrière, détournement des richesses produites au profit des multinationales, du complexe militaro-industriel, des banquiers, réduction d'impôt pour les plus riches, chantage à la fermeture d'usines, voilà les ingrédients que le régime tyrannique de l'oligarchie financière fait subir à la population américaine par le biais du gouvernement à sa solde.

Pour qu'on ne l'accuse pas d'être responsable du gigantesque endettement de l'Etat fédéral et des maux dont souffre la population américaine, elle accuse ce dernier d'avoir laissé filer la dette, alors qu'en réalité c'est l'oligarchie financière qui en est l'unique responsable et le tour est joué, la manoeuvre consistant à détourner l'attention des Américains des vrais responsables de cette dette colossale, le cartel des banquiers de la Fed principalement, pour mieux assujettir le gouvernement et les institutions à leur volonté, en réalité se substituer à eux.

Et évidemment, le journaliste de l'AFP leur emboîte le pas en prétendant que la réduction des dépenses de l'Etat serait une priorité absolue, entendez pas là les budgets sociaux, car celles destinées à la finance, aux banques et à la défense notamment ne devraient pas connaître de coupes, c'est écrit en toutes lettres.

La complaisance du journaliste à l'égard de ces prédateurs fournit une idée assez précise du degré de corruption idéologique de cette agence de presse qui n'a d'indépendante que le nom. Pour que le lecteur se persuade du bien fondé des besoins exprimés par les capitalismes américains, l'AFP s'en fait le relais en employant un ton volontairement dramatique, voire alarmiste, ainsi le tableau est complet, la manipulation ou le conditionnement psychologique des masses peut opérer.

L'alliance des gangsters de la finance avec les médias est indispensable pour maintenir la population dans l'ignorance et la maintenir en esclavage.

Tout ce qui vient d'être dit ici tient dans les quelques lignes de cet article. Vous avez donc à votre disposition les clés pour le décrypter et comprendre comment fonctionne la dictature américaine et de quelle manière il la présente à la population pour qu'elle la perçoive comme une fatalité, pire une nécessité.

Ces clés sont utilisées dans un grand nombre de cas, qu'ils traitent d'économie ou de politique. Si vous les maîtrisez, vous pouvez interpréter correctement une bonne partie des articles qui paraissent dans la presse ou les médias.

- Les multinationales américaines fustigent le blocage politique sur la dette - AFP

A l'approche du scrutin présidentiel, les grands patrons américains s'alarment du blocage politique sur la réduction de la dette qui entraînera des coupes automatiques dans les dépenses publiques si aucun accord n'est trouvé d'ici la fin de l'année.

Lloyd Blankfein, le PDG de la banque d'affaires Goldman Sachs, avertissait récemment sur la chaîne CNBC que le "*mur budgétaire*" était un problème "*très sérieux*" qui risquait de "*faire dérailler*" la reprise.

Faute d'un accord entre parlementaires républicains et démocrates sur la manière de réduire la dette abyssale du gouvernement américain, un certain nombre de mesures de relance et de réductions d'impôt prendront fin au 1er janvier et des baisses automatiques des dépenses publiques entreront en vigueur. Cela devrait entraîner une contraction de 3 à 5% du PIB américain, selon les estimations.

Les entreprises américaines, en pleine période de publication de leurs résultats trimestriels, dressent un tableau sombre des mois à venir: nombre d'entre elles abaissent leurs prévisions pour les trois derniers mois de l'année.

Certaines craignent que la morosité se prolonge au-delà et licencient ou ferment des usines, comme le fabricant de puces AMD, les chimistes Dow Chemical et DuPont, le fabricant de couches et mouchoirs en papier Kimberly-Clark, ou encore le constructeur automobile Ford.

Si la crise économique en Europe et le ralentissement en Chine y sont pour beaucoup, le blocage budgétaire aux Etats-Unis constitue un véritable point noir, mettent en garde nombre de banquiers et grands patrons de l'industrie.

Pour Jeffrey Immelt, patron du conglomérat General Electric, il s'agit de la "*plus grande variable*" qui pèse sur l'année 2013.

Selon son confrère Dave Cote, PDG du fabricant d'automatismes et d'équipements industriels Honeywell, il y a "*le potentiel pour une bonne reprise économique*" aux Etats-Unis et dans le monde "*si le gouvernement fait son travail et résout le problème du mur budgétaire*". Dans le cas contraire, il prédit un "*désastre potentiel*".

La menace du "*mur budgétaire*" pèse sur le secteur bancaire en paralysant notamment de nombreux projets de fusions et acquisitions. Le secteur de la défense est lui aussi particulièrement menacé.

Les coupes budgétaires automatiques, qui atteindraient 1.000 milliards de dollars sur 10 ans, concernent pour moitié le Pentagone, par ailleurs déjà engagé dans des économies de 487 milliards de dollars sur cette période.

C'est une incertitude "*sans précédent*" pour le secteur de la défense, qui risque de créer des "*chocs*" dans toute la chaîne d'approvisionnement, s'inquiétait déjà en juillet le PDG de Lockheed Martin, Bob Stevens.

Mais pour Art Hogan, stratège boursier de Lazard Capital Markets, aucun secteur n'est à l'abri.

"*Il est difficile pour une entreprise de savoir de quoi l'an prochain sera fait si on ne sait pas ce que la réduction de la dette va signifier en terme de taux d'imposition et de dépenses gouvernementales*", constate-t-il.

Par conséquent, beaucoup gèlent les embauches et investissements, que ce soit dans la finance, l'industrie ou la grande consommation, poursuit Joel Naroff, économiste indépendant. *"Il n'y a pas de raison d'embaucher si on se dirige vers une récession"*.

Un accord est peu probable avant l'élection présidentielle du 6 novembre. Le Congrès, partiellement renouvelé le même jour, se réunira de nouveau à partir de la mi-novembre et aura six semaines pour trouver une solution. (AFP 25.10)